

Le recours à la force est, de toute évidence une affaire des plus sérieuses. Le gouvernement canadien a déjà exprimé clairement ses regrets suite à l'intervention américaine à Panama. Il est extrêmement important cependant de rappeler les raisons impérieuses qui ont forcé le président Bush à autoriser l'intervention des troupes américaines.

Depuis deux ans, le monde est témoin d'une des plus systématiques trahisons jamais vues: à Panama, la trahison des valeurs démocratiques si chères à la Chambre et que respectent la plupart de nos voisins de l'Amérique latine et des Antilles. Même avant cela, les gouvernements des présidents Barletta et DelValle se pliaient aux caprices du général Noriega en sa qualité de commandant suprême des Forces de la défense panaméennes.

Le Canada n'a jamais entretenu de relations très cordiales avec les divers régimes qui se sont succédé, car, à notre avis, ils n'avaient de démocratique que le nom. Mais nous avons su entretenir avec eux des rapports commerciaux corrects, car nous avons des intérêts communs. En 1987, un tribunal américain a accusé le général Noriega de s'adonner au trafic des stupéfiants et les Etats-Unis ont imposé un embargo économique. Le Canada s'est abstenu de faire la même chose.

Quand on a annoncé les élections de mai 1989, nous avions bon espoir que les Panaméens pourraient exprimer leur volonté démocratique au scrutin. Toutefois, s'apercevant que les élections ne favoriseraient pas le candidat de Noriega, le régime a soudainement fait annuler le résultat des élections.

Le Canada a protesté contre ce déni d'élections libres. Nous avons tous été stupéfiés de voir des reportages sur les actes de violence publics contre les chefs que les Panaméens avaient choisis pour les gouverner. On a été tenté de répondre par la violence. Certains Américains l'ont préconisée ouvertement et fermement. Mais le bon sens a prévalu partout, surtout au sein de l'administration américaine.

On a fait divers efforts pour trouver un règlement pacifique à ce problème extrêmement complexe. Il y a eu des initiatives bilatérales et des initiatives personnelles des dirigeants d'autres pays. L'une des plus importantes a été celle de l'Organisation des Etats américains. Le 20 juillet dernier, l'Organisation a adopté une résolution officielle prévoyant un transfert de pouvoirs, à compter du 1^{er} septembre, du régime Noriega aux candidats élus lors des élections de mai.